

Intersyndicale Solidaires-CGT-UNSA-USDFO-CFDT

de la Direction interrégionale de Lyon

HALTE AU MEPRIS DES AGENTS ET DE LEURS REPRESENTANTS

Depuis début 2015 et l'arrivée de la nouvelle directrice interrégionale, le dialogue social s'est fortement dégradé dans la direction interrégionale de Lyon. Non pas qu'il était florissant au temps de son prédécesseur, les occupations de CTSD en témoignent avec en particulier 80 agents mobilisés lors du CTSD du 6 février 2014, mais au moins sur la forme, le dialogue était organisé avec intelligence et respect mutuel.

Un agenda prévisionnel des comités techniques était établi pour l'année, avec les ordres du jour et les dates de convocation et de reconvoction.

Balayé cet outil de travail prévisionnel, y compris celui de l'année en cours, et refus de communication de la date de reconvoction prévue. Enfin refus, c'est beaucoup dire, puisque l'absence de réponse aux courriers de vos représentants est devenue la règle de la nouvelle direction.

Le règlement intérieur du comité avait été discuté et aménagé pour un fonctionnement amélioré. Balayées ces avancées. Même la directrice générale a repris le règlement antérieur du comité technique de réseau (CTR). Mais à Lyon, il faut les dresser ces syndicalistes rebelles !

Résultat entre autres de ces pratiques progressistes : le rapport annuel 2014 envoyé aux élus en août 2015 pour un examen en CTSD le 4 septembre, tout comme les orientations interrégionales 2015 en matière de dépenses d'investissement et le bilan 2014 de la formation professionnelle... et le plan de formation 2015. Et encore a-t-il fallu les demander !

À l'ordre du jour du même comité technique, des dossiers soumis à avis... pour lesquels les décisions sont déjà prises, comme par exemple la centralisation des tabacs de la direction de Chambéry au bureau de Grenoble, en fait effective depuis plus de 6 mois, sans que les usagers en aient été officiellement informés.

La désignation de vos représentants en commission de réforme aura été aussi l'occasion d'une guignolade (nous sommes à Lyon tout de même) exemplaire.

Alors que depuis toujours, les représentants étaient désignés par les organisations syndicales lors d'une réunion de calage qui prenait une petite journée, la directrice interrégionale a refusé que cette réunion ait lieu, prétendant désigner les représentants sur la base des propositions écrites des syndicats.

Devant le refus syndical de cette méthode, elle a alors fait procéder au tirage au sort des représentants parmi tous les agents de l'interrégion, ce qui a nécessité plusieurs jours de travail pour mettre 1200 noms dans des urnes (bonjour la performance!) et abouti à désigner des collègues pas du tout préparés ni volontaires pour ces fonctions. (qu'ils se rassurent, nous les assisterons en cas de réunion de ces commissions)



Ces brimades patronales, liées au non-respect des instances de concertation, qui témoignent d'une grande hauteur de vue- mais les petits esprits s'occupent des petites choses- sont peu de chose à côté de ce que subissent les collègues.

Au quotidien, parler de relations de travail distantes et de capacité d'écoute réduite constitue une litote. La tour d'ivoire du 6ème étage est à des années lumières du travail réel.

Et que dire de la tournée en plein mois d'août pour annoncer à quatre services OPCO de la direction d'Auvergne qu'ils étaient voués à la suppression (Aurillac, Le Puy en Velay, Moulins et la RR de Clermont) ce qui réduirait la direction d'Auvergne à sa plus simple expression... jusqu'à quand ? Et de la poursuite de cette tournée pour annoncer la même nouvelle aux collègues du bureau de Pont d'Ain, dont l'activité est par ailleurs louée dans le rapport annuel interrégional ?

Le discours porté est assez incroyable, mais la capacité à dépasser l'imagination n'est plus à démontrer chez certains de nos cadres supérieurs : « Il faudra réfléchir à ce que vous voulez faire ; comme vous êtes les premiers restructurés, c'est une chance qu'il faut saisir pour vous chercher vite un point de chute » Adressés à des collègues sur des résidences isolées, collègues qui ont souvent déjà été restructurés une ou plusieurs fois, ces propos sont simplement indécents.

Face à ce mépris qui accompagne l'agression des douaniers que constitue le PSD, les représentants élus du personnel ont décidé de ne pas siéger au comité technique du 11 septembre. De toute manière, madame la directrice ne souhaite pas notre présence puisqu'elle ne veut pas d'experts et ne trouve pas de salle pour la préparation syndicale...

Nous appelons l'ensemble des collègues de l'interrégion à se réunir et à discuter des mobilisations à venir, bien sûr dans les services directement menacés mais pas seulement. Le PSD nous impacte toutes et tous et de notre capacité à réagir collectivement dépend notre avenir.

Lyon, le 11 septembre 2015